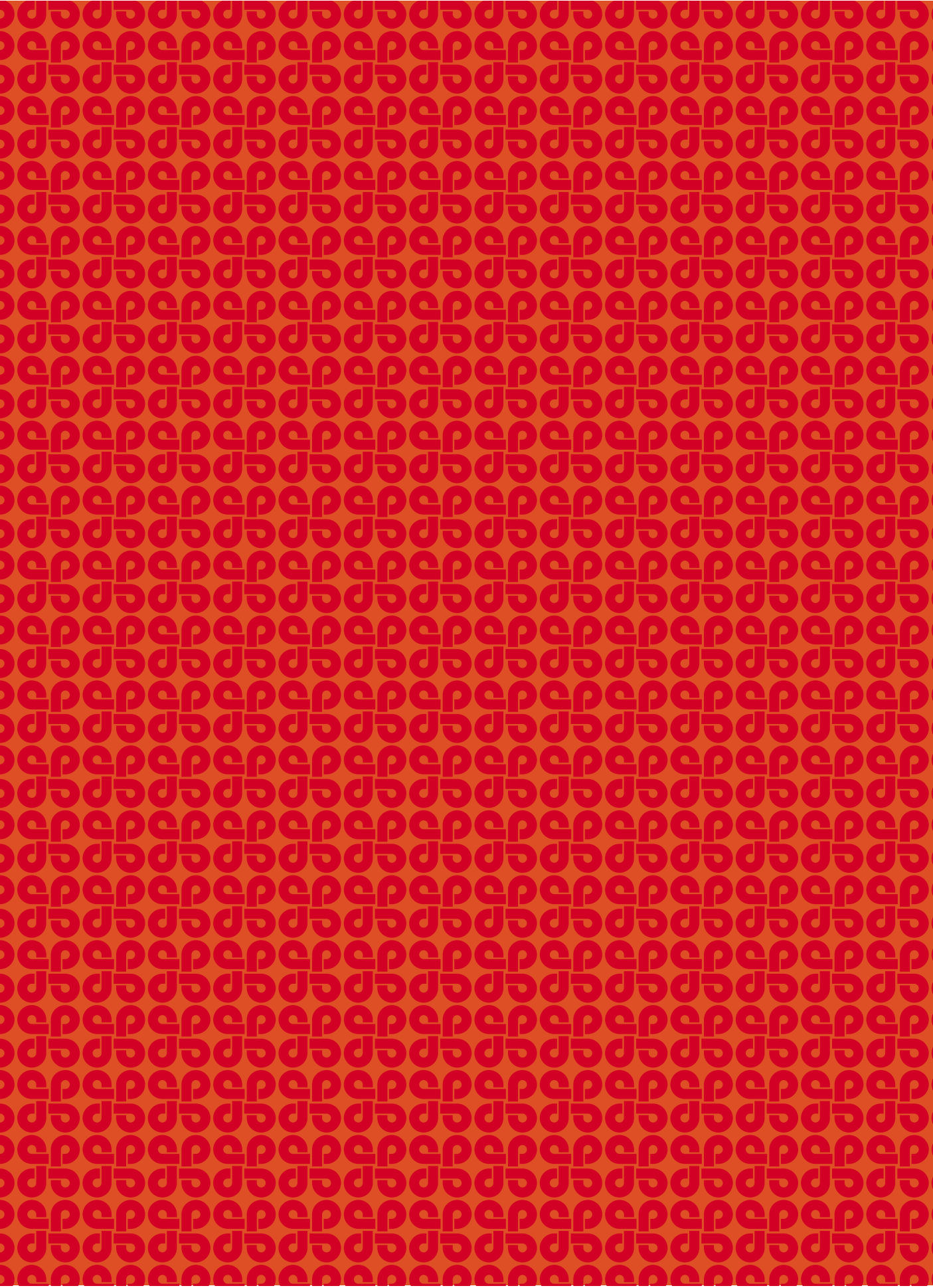


The Luxembourg Microfinance and Development Fund

Social Venture Capital Sub Fund





Sommaire

05	Le Fonds en résumé
07	La microfinance, un grand coup de pouce /// Microfinance et microcrédit
08	Quels investissements en microfinance? /// Quel type ciblé d'IMF?
11	Défis-clés /// Profil d'investisseur
13	Reportage: Deux exemples de micro-entrepreneurs racontés par Maxima Mikroheranhvatho
14	Risques et rendement /// Quel horizon d'investissement?
15	Profil du Fonds /// Informations importantes /// Impressum



Le Fonds en résumé



"Un investissement au bénéfice des familles sans ressources"

La microfinance offre le crédit, l'épargne et l'assurance pour aider les ménages sans ressources à surmonter leur précarité. Grâce à l'engagement du gouvernement, des acteurs de la coopération et de la place financière, le Luxembourg est devenu une force importante dans le mouvement global de la microfinance.

Politique d'investissement

Investissement en dettes, fonds propres, garanties et autres instruments financiers émis par les institutions de microfinance dans les pays en voie de développement (Afrique, Asie et Amérique latine).

Profil d'investisseur

L'investisseur s'intéresse à la microfinance en tant qu'outil de développement et souscrit au double objectif du Fonds, impact social et rendement financier. L'investisseur type investit à long terme et est prêt à accepter un rendement financier qui peut être inférieur à celui produit par des investissements purement financiers.

Rendement

Le Fonds vise un rendement financier palliant au moins l'inflation, afin de préserver la valeur réelle du capital pour l'investisseur.

Principaux risques

Le risque de crédit (ou de contrepartie) des investisseurs de classe C est pris en charge en première ligne par le capital de la classe A (le gouvernement luxembourgeois et l'ADA). Les investisseurs assument eux-mêmes les risques, de change, de liquidité, de valorisation d'actifs ainsi que les risques opérationnels par pays.

Caractéristiques

- Type: SICAV Part II
- Date de constitution: 7 octobre 2009
- ISIN (Classe C): LU0456967404
- Dénomination: EUR
- Prix de souscription initiale pour la Classe C: EUR 100 par action
- Politique de dividendes: capitalisation
- Périodicité du calcul VNI: trimestrielle
- Souscription: trimestrielle avec préavis de 5 jours ouvrables
- Rachat: trimestriel avec préavis de 45 jours calendaires
- Taille visée: EUR 25 millions



Au service de la microfinance

La microfinance, un grand coup de pouce

Le rapport 2009 sur le progrès vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement, constate que la crise économique ainsi que la hausse des prix des denrées alimentaires ont ralenti le progrès vers l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim dans un certain nombre de domaines. L'Organisation des Nations Unies estime que le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 \$ par jour a connu une augmentation comprise entre 55 et 90 millions et représente environ un quart de l'humanité.

Depuis que les Nations Unies ont déclaré l'année 2005 comme l'Année internationale du Microcrédit, le rôle joué par la microfinance dans le soutien des ménages sans ressources pour sortir de leur précarité, est largement reconnu. La Campagne du Sommet du Microcrédit a estimé le nombre de ménages ayant accès à la microfinance à 100 millions en 2007. 83% des clients étaient des femmes et la campagne espère atteindre 175 millions de ménages en 2015. Environ 2,5 milliards d'adultes, soit un peu plus de la moitié de la population adulte dans le monde, n'ont cependant pas accès aux services financiers formels pour emprunter ou épargner (Initiative pour l'Accès Financier 2009).

Dans des périodes difficiles, la possibilité d'obtenir un petit prêt, de souscrire une assurance, de conserver ses économies en lieu sûr, est d'une grande utilité pour une famille pauvre qui doit faire face à de grandes incertitudes. La microfinance offre le crédit, l'épargne et l'assurance pour aider les ménages sans ressources à surmonter leur précarité. Grâce à l'engagement du gouvernement, des acteurs de la coopération et de la place financière, le Luxembourg est devenu une force importante dans le mouvement global de la microfinance.

Luxembourg Microfinance and Development Fund (LMDF) est une SICAV ayant pour but de soutenir les fournisseurs responsables de services financiers adaptés, et de contribuer ainsi à la diminution de la pauvreté dans les pays en voie de développement (Afrique, Asie et Amérique latine), tout en offrant à ses actionnaires un rendement financier palliant au moins l'inflation afin de préserver la valeur réelle du capital investi.

Microfinance et microcrédit

La microfinance consiste à offrir des services financiers fiables, justes et adaptés aux personnes exclues du système financier traditionnel. Les produits fournis par les institutions de microfinance (IMF) incluent le microcrédit, l'épargne et l'assurance.

Le principe du microcrédit est de donner les moyens à une personne sans ressources mais désireuse d'entreprendre, de mener à bien un projet. Beaucoup d'opportunités existent dans l'économie informelle et dans l'agriculture à petite échelle. Le microcrédit sert souvent à financer le fonds de roulement ou les petits investissements de capital en machines et équipements. Le montant du microcrédit médian s'élève à 360 \$ en Afrique, 310 \$ en Asie et 675 \$ en Amérique latine en 2008 (Microbanking Bulletin, décembre 2009).

Prêter une petite somme à un individu ne pouvant fournir de garanties élevées requiert une approche nouvelle. Cette approche est basée sur le fait que l'organisation des emprunteurs en groupe sont solidairement responsables du remboursement de chaque membre individuel limitant ainsi la prise de risque. Une alternative est le prêt individuel qui est garanti par des actifs tels que le terrain, les machines ou les équipements. Ce type de microfinance va normalement de pair avec un montant de prêt plus élevé que le prêt en groupe.

L'alliance du microcrédit aux produits d'épargne et d'assurance a un effet de levier important pour le développement.

"La moitié de l'humanité n'a pas accès aux banques traditionnelles"

Tableau 1: Comment investir en microfinance?

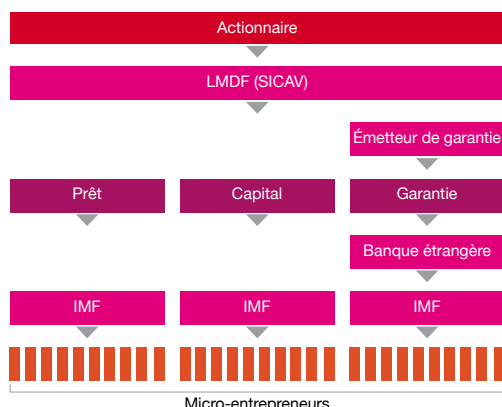
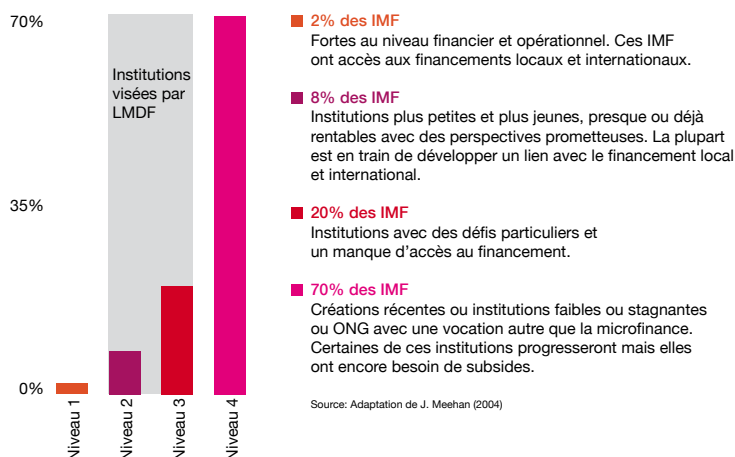


Tableau 2: Différentes institutions de microfinance



"LMDF soutient les petites institutions de microfinance en Afrique, Asie et Amérique latine"

Quels investissements en microfinance?

LMDF ne s'implique pas directement dans l'offre aux personnes pauvres du microcrédit ou d'autres produits en microfinance. LMDF collabore avec les institutions de microfinance (IMF) basées dans les pays en voie de développement qui fournissent à leur tour des produits financiers adaptés aux familles pauvres.

LMDF propose des prêts pour financer la croissance du portefeuille de microcrédits de ces IMF, investit dans des instruments de fonds propres émis par les IMF et peut également mettre en place des garanties intermédiaires. Sur la base d'une garantie effectuée par LMDF, une banque dans un pays en voie de développement octroie un prêt à une IMF, généralement en monnaie locale. (Tableau 1)

LMDF a désigné Appui au Développement Autonome (ADA) comme conseiller en investissement. L'ADA s'appuie sur une longue expérience de gestion d'investissements en microfinance et sur une grande renommée dans le mouvement international de la microfinance.

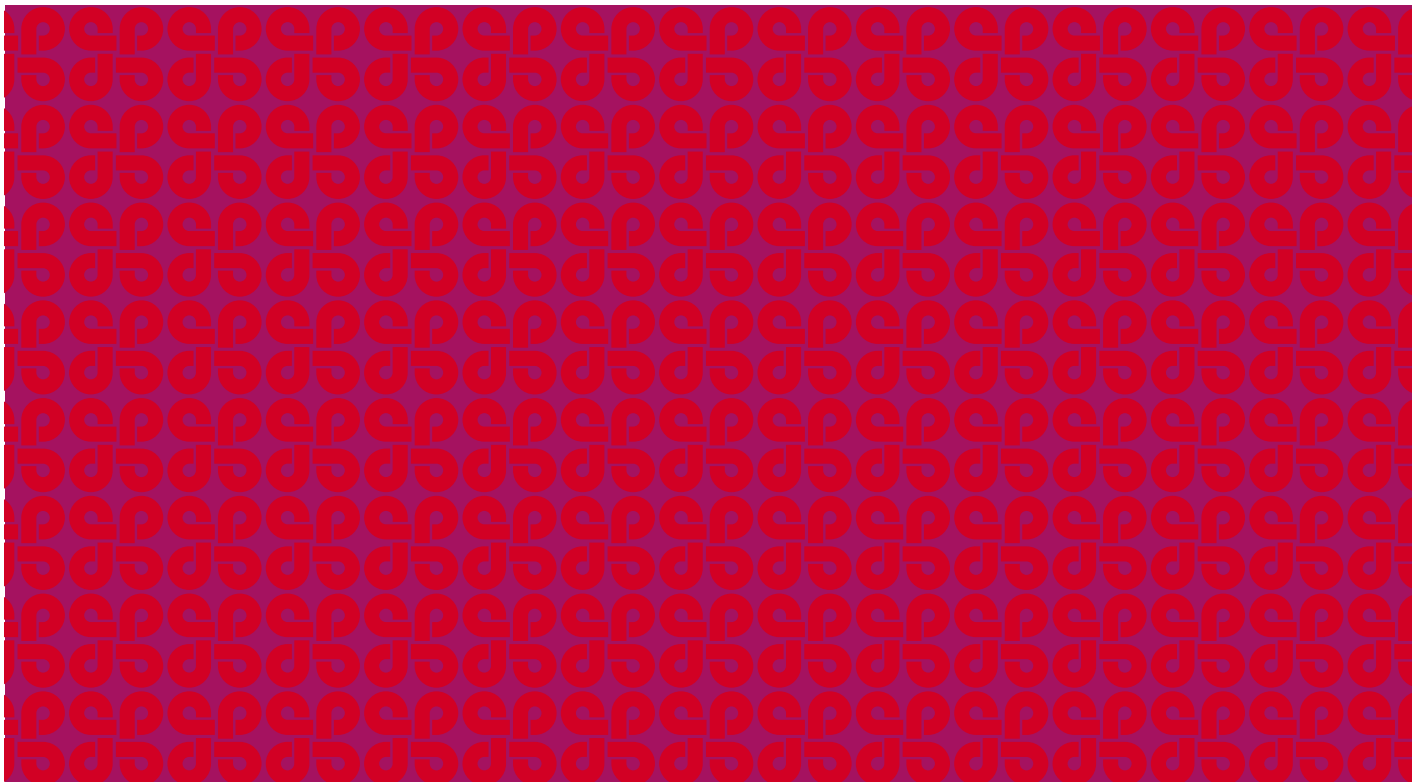
Quel type ciblé d'IMF?

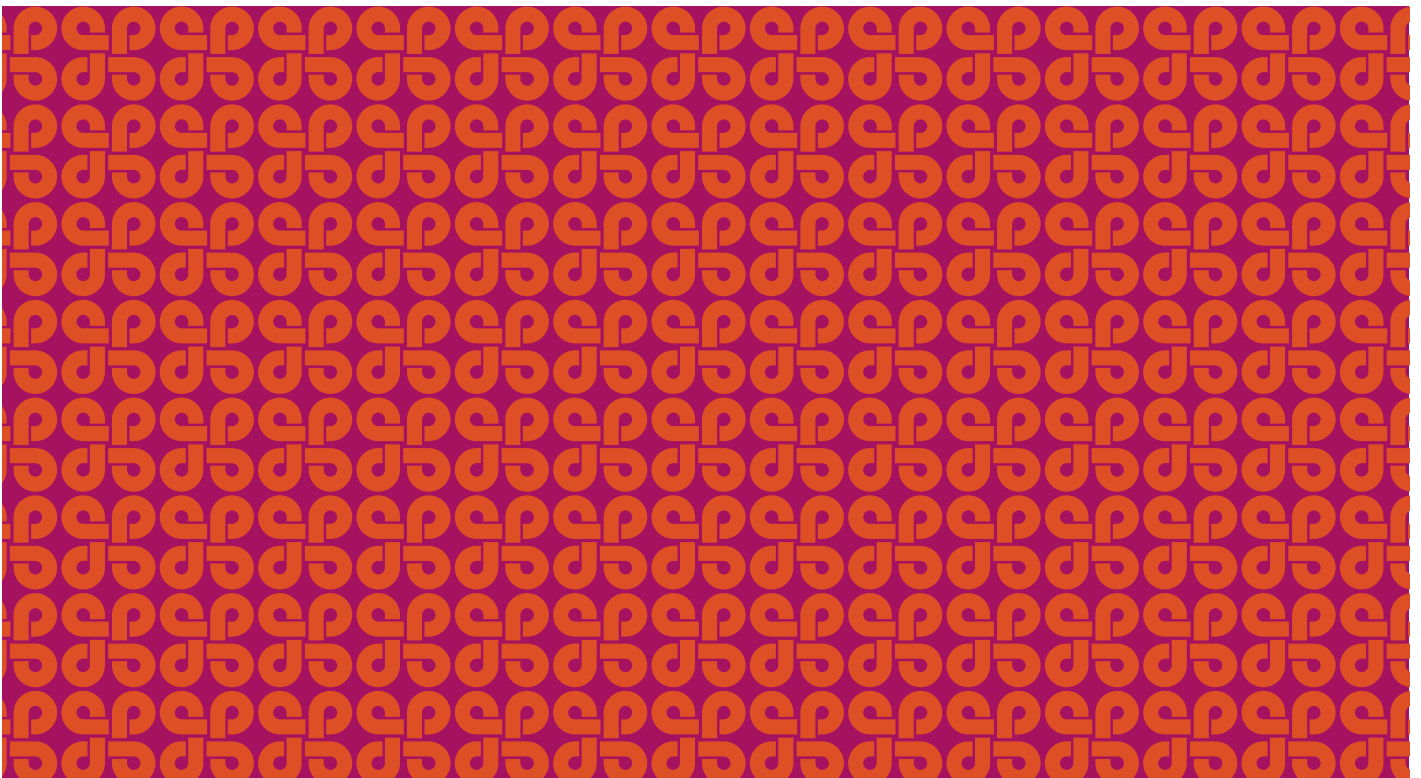
Les véhicules d'investissement commerciaux en microfinance ont augmenté de façon significative dans les dernières années. Ces véhicules visent principalement les grandes IMF bien développées et celles qui se situent dans la couche supérieure du secteur appelé niveau 1. Étant un fonds à caractère social, LMDF soutient principalement des IMF qui ont un accès limité au financement international. Ces institutions de couches intermédiaires, des niveaux appelés 2 et 3, se développent généralement très vite. Nous attendons de nos IMF partenaires, un engagement ferme à l'amélioration de la gouvernance, des produits et de l'opération.

(Tableau 2)

D'un point de vue géographique, LMDF peut investir en Afrique, Asie et Amérique latine. Notre approche implique que LMDF pourrait investir dans des pays qui sont encore peu développés en matière de microfinance.

Au-delà de l'association commune de la microfinance à la provision du microcrédit, LMDF voit un large potentiel de financement pour des produits alternatifs tels que la micro-assurance ou le micro-leasing.







"Une SICAV innovante et adaptée aux besoins des micro-entrepreneurs"

Défis-clés

LMDF a identifié plusieurs défis-clés liés à son objectif d'appui aux IMF des niveaux 2 et 3.

Les IMF de plus petite taille ont besoin d'une perspective claire et de partenaires fiables. LMDF est d'avis qu'un financement inférieur à 3 ans n'est pas assez long pour permettre aux IMF de se concentrer sur des domaines essentiels comme l'innovation des produits, la considération d'impact social ou le développement du personnel. C'est pour cette raison que LMDF vise un financement pouvant aller jusqu'à 7 ans.

Trois acteurs sont susceptibles d'assumer le risque de change quand un prêt est octroyé à une IMF:

- LMDF si le prêt est octroyé dans la monnaie locale de l'IMF
- l'IMF si elle emprunte en € ou \$ et prête à son tour en monnaie locale aux micro-entrepreneurs
- le micro-entrepreneur s'il emprunte en € ou \$ pour investir dans une activité génératrice de revenus en monnaie locale.

Parmi ces trois acteurs, le micro-entrepreneur est certainement celui qui a le plus de mal à gérer le risque de change. Quant aux IMF visées par LMDF, elles n'ont généralement pas encore mis en place

des stratégies sophistiquées pour gérer ce risque non plus. En conséquence, LMDF entend offrir des prêts en monnaie locale quand il peut absorber le risque de change par des moyens de diversification ou de couverture.

Afin de pérenniser sa croissance, une IMF, comme tout établissement de crédit, doit avoir un niveau de fonds propres adéquat. Pour une IMF de petite taille, obtenir une participation dans le capital d'un investisseur externe présente souvent un défi important mais essentiel pour attirer des emprunts. LMDF a l'intention d'investir une partie significative de son portefeuille dans les fonds propres des IMF de niveaux 2 et 3.

Profil d'investisseur

L'investisseur s'intéresse à la microfinance en tant qu'outil de développement et souscrit au double objectif du Fonds, impact social et rendement financier. L'investisseur type investit à long terme et est prêt à accepter un rendement financier qui peut être inférieur à celui généré par des produits purement financiers.



Reportage



01



02



Deux exemples de micro-entrepreneurs racontés par Maxima Mikroheranhvatho, institution de microfinance située au Cambodge et soutenue par LMDF

01

Torn Phaly et son mari Bou Bin ont quatre enfants, deux fils et deux filles. Il y a une vingtaine d'années, à Kaoh Oknha Tey, Torn a démarré une petite affaire de production et commercialisation d'accessoires de mariage. C'est sa voisine qui lui a appris les rudiments du métier. Depuis 1990, Torn produit également de la soie, enseignement hérité de sa même voisine. Sa fille aînée s'est mariée et habite dans un autre village. L'un de ses fils travaille dans la construction et il est souvent en déplacement. Ses deux autres enfants vont à l'école primaire. Son mari l'assiste dans son activité. Tous les deux n'ont pas pu poursuivre leurs études au-delà de l'école primaire. Ils souhaitent que leurs enfants aient la possibilité de bénéficier d'une éducation plus complète.

Torn Phaly a eu recours à sept emprunts auprès de Maxima. Son prêt actuel s'élève à 2 000 dollars remboursable sur 20 mois. Torn a besoin de 1 700 dollars pour l'achat des matières premières de sa production d'accessoires de mariage et de 300 dollars pour l'achat des matériaux de couture liés à sa production de soie.

02

But By est marié à Chorn Savang et ils ont deux enfants. Leur fille est au lycée à Koh Dach et leur fils poursuit des études d'ingénierie civile à l'université de Phnom Penh. But fabrique et vend des produits à base de soja et élève des cochons. Sa femme l'aide dans son activité commerciale et s'occupe de la maison.

But a emprunté deux fois auprès de Maxima et vient de solliciter un troisième prêt. Il a utilisé avec succès les deux emprunts précédents pour agrandir son commerce de vente de produits à base de soja. Aujourd'hui, il souhaite emprunter 2 000 dollars pour acheter 40 petits cochons. Maxima estime qu'il a la capacité de gérer correctement le prêt et de le rembourser.



Risques et rendement

Un investissement dans LMDF n'est pas comparable à un placement dans un fonds d'actions ou d'obligations qui investit dans des instruments cotés en bourse ou échangés sur d'autres marchés liquides. Même si LMDF s'efforce le plus possible de minimiser ses risques par une diligente sélection d'investissements et par la diversification, les actionnaires pourraient néanmoins être confrontés à des risques importants liés au pays, au change, à la contrepartie du crédit, à la liquidité, à la valorisation des actifs et à l'opération du Fonds. L'investisseur est prié de se référer au prospectus du Fonds pour avoir une description détaillée de ces risques et des instruments que le Fonds entend déployer pour les gérer.

LMDF cherche un double rendement, social et financier. Ces deux objectifs pourraient par moments être en contradiction et l'investisseur dans LMDF devrait s'attendre à un rendement financier inférieur à celui des structures commerciales comparables. Pour l'investisseur de LMDF, le rendement social se mesure moins facilement mais nous ferons un rapport régulier sur les IMF et, dans la mesure du possible, également sur leur impact sur la population marginalisée qu'elles servent.

Pour les investisseurs dans les actions de la Classe C réservée aux investisseurs privés et aux associations sans but lucratif, le risque de contrepartie, c'est-à-dire le risque que l'IMF ne remplisse pas ses obligations financières envers le Fonds, est couvert par une compensation de perte fournie par la Classe A, dont le capital est souscrit par le gouvernement luxembourgeois et l'ADA.

Il est important de noter que la couverture du risque de contrepartie n'inclut pas les risques liés au pays, au change, à la liquidité ou à l'évaluation des actifs. Cette couverture n'est pas une garantie contre la diminution de la valeur nette d'inventaire de la part de la Classe C.

Quel horizon d'investissement?

Un investissement dans LMDF doit être considéré à long terme afin de permettre au Fonds de réaliser ses objectifs.

LMDF fait des rapports sur ses performances financière et sociale au moins deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre.

L'investisseur est invité à consulter notre site Internet www.lmdf.lu pour obtenir des informations actualisées ainsi que cette brochure, le prospectus et les rapports annuels et semestriels du Fonds.

Comment investir?

LMDF est distribué dans la plupart des grandes banques au Luxembourg. Un investissement direct est également possible auprès de l'agent administratif du Fonds. La souscription est trimestrielle, aux dates des 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre avec un délai de préavis de cinq jours ouvrables.

Le rachat est soumis à un délai de préavis de 45 jours calendaires aux dates précitées.

"Une alliance entre le public et le privé pour une SICAV à but social"



Profil du Fonds

Nature du fonds: SICAV, partie II de la loi 2002 // Date du lancement: 7 octobre 2009 // Numéro ISIN (classe C): LU0456967404 // Monnaie du fonds: EUR // Type d'actions: réinvestissement des bénéfices par capitalisation // VNI: trimestrielle, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre // Souscription: trimestrielle avec préavis de 5 jours ouvrables // Commission de souscription: jusqu'à 2% en faveur du distributeur // Rachat: trimestriel avec préavis de 45 jours calendaires // Commission de rachat: jusqu'à 2% en faveur du Fonds // Frais de gestion: maximum 1,75% de la valeur nette d'inventaire moyenne, avec l'exception de la première année // Frais du conseiller en investissement: maximum 2% de la valeur nette d'inventaire moyenne // Membres du conseil d'administration: Axel de Ville, Président (ADA), Marc Elvinger, Vice-président (Indépendant), Anouk Agnes (Ministère des Finances), Marc Bichler (Ministère des Affaires Étrangères, Direction de la Coopération et de l'Action Humanitaire), Mark Cunningham (ADA), Paolo Vinciarelli (Banque et Caisse d'Épargne de l'État), Patrick Wallerand (Indépendant), Kaspar Wansleben (Administrateur délégué) // Promoteurs: l'État luxembourgeois et l'ADA // Conseiller en investissement: Appui au Développement Autonome (ADA) // Banque dépositaire: Banque et Caisse d'Épargne de l'État // Administration centrale: European Fund Administration // Réviseur d'entreprise: BDO Audit // Conseiller légal: Elvinger, Hoss & Prussen

Informations importantes

Ce document contient des informations en relation avec Luxembourg Microfinance and Development Fund - Social Venture Capital Sub Fund (LMDF ou Fonds). Il ne s'agit pas du Prospectus de ce Fonds. Un investissement dans le Fonds n'est valable qu'à la base du Prospectus accompagné du dernier rapport annuel ainsi que du dernier rapport semestriel si ce dernier est plus récent. Ces documents sont tenus à la disposition des investisseurs au siège principal du Fonds, 2, place de Metz, L-1930 Luxembourg et sur le site Internet www.lmdf.lu. Si vous avez des questions concernant les informations contenues dans ce document, le Prospectus ou le rapport annuel ou semestriel du Fonds, nous vous conseillons vivement de demander l'assistance de votre banquier, agent de change, conseil juridique, comptable ou fiscal.

Le Fonds s'adresse à des investisseurs intéressés par la microfinance comme instrument de développement et qui souhaitent bénéficier d'un rendement social et financier. Les investisseurs sont conscients que la stratégie d'investissement du Fonds implique un engagement à long terme et que le rendement financier peut être moins élevé comparé à des investissements ayant une vocation purement financière. Aucune assurance ne peut être donnée quant au résultat des stratégies de placement du Fonds.

Le Fonds a reçu l'autorisation de distribuer ces actions auprès du public du Grand-Duché de Luxembourg. Tout souscripteur potentiel d'actions dans un territoire autre que le Grand-Duché de Luxembourg, ne pourra pas considérer ces documents comme une invitation à acheter ou souscrire les actions, sauf si dans tel territoire concerné pareille invitation peut être effectuée en pleine légalité, sans modalités d'enregistrement ou autres, ou sauf pour cette personne à se conformer à la législation en vigueur dans le territoire concerné, d'y obtenir toutes les autorisations gouvernementales ou autres requises, et de se soumettre à toutes les formalités applicables.

Les actions du Fonds n'ont pas été enregistrées selon la loi de 1933 («United States Securities Act») ou selon les dispositions relatives aux valeurs mobilières de quelque état que ce soit des États-Unis, et le Fonds n'a pas été enregistré selon la loi de 1940 («Investment Company Act»). Elles ne peuvent pas être proposées ou vendues directement ou indirectement aux États-Unis, ni à un américain ni pour le compte ou en faveur de celui-ci, sauf dans le cadre d'une exemption aux lois sur les valeurs mobilières en vigueur aux États-Unis ou d'une transaction non soumise à ces lois.

Impressum

Conception et mise en page
binsfeld corporate

© Photos

ADA, Luxembourg (p. 06, 09)

ADA / Guy Wolff (p. 14, 15)

Intean Poalroath Rongroeurnd Ltd, Cambodia (p. 10, 11)

Maxima Mikroheranhvatho Co. Ltd, Cambodia (p. 13)

© The Luxembourg Microfinance and Development Fund – Social Venture Capital Sub Fund, 2010
Tous droits réservés



Mixed Sources

Product group from well-managed
forests, and other controlled sources
www.fsc.org Cert no. EUR-COC-051203
© 1996 Forest Stewardship Council

